

REFORME DE L'ONU : UN COUP POUR RIEN

BEATRICE POULIGNY
CERI/FNSP

Un panel de sages a élaboré 101 propositions pour améliorer le fonctionnement de l'ONU. Mais les États membres n'ont aucune vision commune sur les sujets abordés.

Le 8 décembre dernier, Kofi Annan présentait devant l'Assemblée générale des Nations unies les recommandations des seize personnalités mandatées pour examiner les défis et les menaces que doit affronter la communauté internationale. Pas moins de 101 propositions ont été émises par ce panel. En mars, le secrétaire général de l'ONU fera connaître celles qu'il relie, une dizaine environ, et elles seront discutées lors du sommet du 60^e anniversaire de l'organisation, en septembre 2005.

Malgré cet agenda très précis, la réforme de l'Onu semble, une fois encore, mal partie. Les défis que pose la «sécurité humaine», selon l'expression désormais consacrée au sein de l'organisation, ne manquent pourtant pas : génocides et massacres de grande ampleur, prolifération des armes de destruction massive, terrorisme, SIDA, extrême pauvreté, dégradation de l'environnement... Les seize personnalités en dressent la liste et chacun peut trouver son compte dans cet état des lieux planétaire. Mais si le rapport est séduisant, il risque d'être inefficace. Car sur aucun des sujets abordés, il n'existe au sein des Etats membres de l'ONU de vision commune, d'accord sur des critères d'arbitrage entre les intérêts en présence, de volonté d'agir collectivement et de dégager les moyens nécessaires.

On ne peut s'empêcher de dresser un parallèle inquiétant avec un précédent rapport, celui qu'une commission présidée par Lakhdar Brahimi avait consacré en août 2000

aux opérations de paix de l'ONU. Ce rapport tranchait, sur la littérature habituelle de l'ONU, par sa rigueur, sa précision, la fermeté de ses recommandations. Ce devait être l'un des sujets centraux du Sommet du millénaire à l'automne 2000. Hélas, pour l'essentiel, ses propositions ont été rapidement enterées par les Etats membres. Le rapport des « seize sages » à l'inverse, est vague et insipide. On voit mal comment il pourrait ouvrir la voie à une vraie réforme des Nations Unies. Dans l'interminable liste de ses propositions, d'intérêt et de portée inégaux, citons la création d'un organe censé assurer une meilleure articulation entre les processus de paix (peacekeeping) et la phase de reconstruction post-conflit (peacebuilding), une définition minimaliste du terrorisme (la première au niveau onusien) qui exclut le terrorisme d'Etat ou encore une meilleure protection du personnel onusien sur le terrain. La recommandation qui a le plus retenu l'intérêt porte sur la réforme du Conseil de sécurité. Pourtant, même ici, le rapport ne brille ni par l'audace, ni par l'originalité. Les seize sages, qui n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une méthode unique, proposent deux formules alambiquées pour faire passer le Conseil de 15 à 24 membres, un projet ancien. Il paraît peu probable que ces suggestions lèvent les blocages qui existent aujourd'hui aussi bien du côté des membres permanents du Conseil que du côté des nombreux prétendants qui s'affrontent pour les nouveaux postes (Allemagne, Japon, Inde, Brésil, Afrique du Sud, Nigeria...).

Deux ans difficiles pour Annan

Cette énième tentative de réforme risque surtout d'apparaître comme un nouveau rendez-vous manqué pour Kofi Annan alors qu'il avait fait de la réforme de l'organisation l'objectif central de son second mandat. Le projet intervient en outre à un moment extrêmement critique pour le Secrétaire Général. Mis en cause dans le scandale «pétrole contre nourriture», sujet de récriminations croissantes de la part du personnel des Nations unies qui déplore un style de gestion clientéliste et obscur, placé sous pression par les conflits dans lesquels l'ONU est engagée, Kofi Annan a devant lui deux années difficiles. L'ovation que lui a réservée l'Assemblée générale, le 8 décembre dernier, et le soutien public apporté in fine par l'administration Bush, après que des parlementaires républicains ont réclamé sa démission, n'ont pas suffi à lever le sentiment de malaise. L'espoir d'un monde plus sûr n'a peut-être jamais été aussi éloigné qu'aujourd'hui.